



**PRÉFET
DE L'AVEYRON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron

Arrêté préfectoral de mise en demeure n° **12-2022-09-06-00009** du **- 6 SEP. 2022**
en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement à la société **CENTRALE
EOLIENNE DES PINS** pour le parc éolien qu'elle exploite sur le territoire de la commune de
Castelnau-Pégayrols

LA PRÉFÈTE DE L'AVEYRON
Chevalier de la Légion d'honneur

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, R. 541-43 et R. 541-45 ;
- VU** le décret n°2011-984 du 23 août 2011 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en créant la rubrique 2980 relative aux installations terrestres de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Mme Valérie MICHEL-MOREAUX en qualité de préfète de l'Aveyron ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 11 juin 2021, modifié par l'arrêté du 30 août 2021, portant délégation de signature à Mme Isabelle KNOWLES, secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;
- VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le permis de construire N° PC 012 062 03 L1004 en date du 29 juin 2004 accordé à la société VENTURA ;
- VU** le récépissé n° 14 440 de la préfecture du 23 août 2012 octroyant le bénéfice des droits acquis à la société CENTRALE EOLIENNE DES PINS pour l'exploitation des éoliennes situées au lieu-dit « Col de Poulzinières » sur la commune de Castelnau-Pégayrols et actant leur classement en régime d'autorisation sous la rubrique n°2980-1 de la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°21-06-01-00014 du 1^{er} juin 2021 portant mise en place de mesures pour la protection des chiroptères et des oiseaux, notamment l'article 2.2. 'Protection de l'avifaune' qui prévoit :

« 3- Mise en place d'un système de détection / bridage avifaune (SDA) »

Un système visant à réduire la mortalité aviaire, due à une collision avec une éolienne, et fonctionnant en période diurne est mis en place (...).

Le SDA tel que défini par le présent arrêté, est opérationnel dans un délai de 12 mois à compter de la signature du présent arrêté (...).

Les caractéristiques techniques du SDA définies en annexe sont fournies à l'inspecteur de la DREAL deux mois avant la mise en service du SDA.

4 - Vérifications du fonctionnement du SDA avant et après la mise en service

Avant la mise en service du SDA, le fonctionnement de la partie détection du SDA est vérifié par des simulations avec drone. Si un protocole est validé au national, celui-ci s'applique (...). »

- VU** l'arrêté préfectoral n°12-2021-12-17-00003 du 17 décembre 2021 mettant en demeure la société CENTRALE EOLIENNE DES PINS de respecter les prescriptions des articles R.541-45 et R. 541-43 du code de l'environnement ainsi que l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé ;
- VU** le courriel de la société CENTRALE EOLIENNE DES PINS en date du 01/08/2022 expliquant le retard pris dans la mise en place des solutions de gestion de ses déchets exigées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°12-2021-12-17-00003 du 17 décembre 2021 susvisé ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 02/08/2022 et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier en recommandé avec accusé de réception en date du 08/08/2022, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;
- VU** les observations sur ce projet d'arrêté présentées par l'exploitant par courriel en date du 18/08/2022 ;

CONSIDÉRANT que l'article L.511-1 du code de l'environnement vise les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique et que les oiseaux et les chiroptères sont donc des intérêts à protéger ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : « [...] en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. [...] », le préfet met en demeure l'exploitant de régulariser la situation constatée dans un délai précisé dans le présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 27 juillet 2022, l'inspecteur des installations classées a constaté l'absence d'un système de détection avifaune (SDA) opérationnel sur l'éolienne du parc des Pins ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 2.2. de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 21-06-01-00014 du 1^{er} juin 2021 susvisé ;

CONSIDÉRANT que ces manquements présentent des enjeux pour la sécurité, la protection de la santé et de la salubrité publique et la préservation de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société CENTRALE EOLIENNE DES PINS de respecter les prescriptions des articles ci-dessus visés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la société CENTRALE EOLIENNE DES PINS a sollicité une prolongation du délai fixé par l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 12-2021-12-17-00003 du 17 décembre 2021 susvisé ;

CONSIDÉRANT que la société CENTRALE EOLIENNE DES PINS a engagé les démarches nécessaires pour mettre en place des solutions de gestion de ses déchets ;

- A R R E T E -

Article 1^{er} :

La société CENTRALE EOLIENNE DES PINS (CEPIN) dont le siège social est situé 90 chemin de Cransou 12200 Villefranche de Rouergue - et qui exploite un parc éolien composé d'un aérogénérateur sur la commune de Castelnaud-Pégayrols, **est mise en demeure** de respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 21-06-01-00014 du 1^{er} juin 2021 :

Avant le 31 octobre 2022 :

- en mettant en service le système de détection / bridage avifaune (SDA) ;
- en transmettant à l'inspection des installations classées les caractéristiques techniques du SDA ;
- en vérifiant, avant sa mise en service, le bon fonctionnement de la partie détection du SDA par des simulations avec drone.

Article 2 :

Le délai de réalisation indiqué à l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°12-2021-12-17-00003 du 17 décembre 2021 est prorogé comme suit.

La société CENTRALE EOLIENNE DES PINS (CEPIN) dont le siège social est 90 chemin de Cransou 12200 Villefranche de Rouergue - et qui exploite un parc éolien de 1 aérogénérateur sur la commune de Castelnaud-Pégayrols, **est mise en demeure** de respecter les dispositions des articles suivants :

Avant le 30 septembre 2022 :

- article R. 541-45 du code de l'environnement : en émettant tout bordereau de suivi des déchets correctement complété ;
- article R. 541-43 du code de l'environnement : en fournissant le registre de suivi des déchets correctement complété et mis à jour ;
- article 20 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 et l'article L. 541-2 du code de l'environnement : en justifiant que les déchets produits par le parc éolien transitent par un site de transit/regroupement dûment autorisé à les prendre en charge.

Article 3 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 :

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse, dans les délais suivants :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Article 5 :

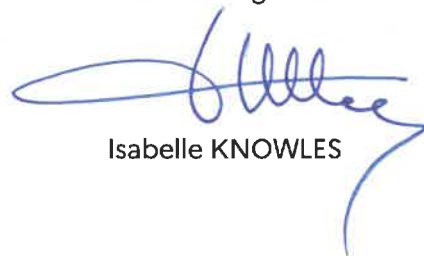
Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Aveyron pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 :

La Secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron, le Maire de la commune de Castelnau-Pélagayrols, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CENTRALE EOLIENNE DES PINS et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Rodez, le **- 6 SEP. 2022**

Pour la préfète et par délégation,
la secrétaire générale



Isabelle KNOWLES